

Le RND recadre son porte-parole

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4735 - Jeudi 21 mars 2019 - Prix : 10 DA

Rumeurs sur l'octroi de visas
Démenti
de l'ambassade
de France

Page 24

FLN

Bouchareb fustige Ouyahia et soutient le mouvement populaire

Page 2

Syrie, le temps du rappel des troupes

Par Mohamed Habili

Donald Trump, qui s'apprête à annoncer tout à la fois la victoire sur Daech et le début du retrait des troupes en Syrie, tente de forcer la main des Européens pour qu'ils reprennent leurs compatriotes membres de l'organisation défaite détenus dans les camps kurdes, en brandissant la menace de les relâcher dans le cas où eux-mêmes persistent à ne pas vouloir d'eux. Dans le tweet qu'il consacre à ce sujet, il a pris soin de nommer les Etats européens les plus représentés dans les camps de détention kurdes, encore qu'il puisse y en exister d'autres qui ne soient pas kurdes. Ce sont la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, les autres n'étant pas spécifiés. Ces trois Etats sont les plus importants d'Europe. De tous les pays occidentaux, ce sont les deux premiers qui auront le plus fait pour renverser le régime syrien. Si finalement celui-ci ne l'a pas été, ce n'est pas de leur part faute d'avoir essayé. Ils voulaient rééditer en Syrie l'exploit qu'ils avaient accompli en Libye. Les Américains ayant déjà estimé sous Barack Obama avoir été floués par eux dans l'affaire libyenne se sont bien gardés de commettre la même erreur en se laissant embarquer par eux dans une entreprise du même ordre en Syrie. On comprend dès lors que leur président actuel en vient maintenant à les désigner, l'air de ne pas y toucher, comme les plus grands pourvoyeurs occidentaux de terroristes en Syrie, en leur adjoignant l'Allemagne par la même occasion.

Suite en page 3

Les partis du pouvoir passent à l'opposition !

Concert de bruits de vestes qui se retournent



Phs/D. R.

C'est à une ahurissante cacophonie de bruits de vestes qui se retournent à laquelle, médusé, assiste le citoyen algérien, sur fond du soulèvement populaire que connaît le pays depuis quatre semaines. [Lire page 2](#)

Mourad Preure nie les rumeurs sur les contrats gaziers avec la France

«L'Algérie ne donne pas gratuitement son gaz»

Page 3

Festival du court-métrage de Ain Kebira (Sétif)

Le film «Kayen Ouela Ma Kanech» remporte le premier prix

Page 13

Les partis du pouvoir passent à l'opposition !

Concert de bruits de vestes qui se retournent

■ C'est à une ahurissante cacophonie de bruits de vestes qui se retournent à laquelle, médusé, assiste le citoyen algérien, sur fond du soulèvement populaire que connaît le pays depuis quatre semaines.

Par Nadjib Stambouli

S'il est quelque peu attendu et compréhensible que des individus ou des groupes saisissent l'impressionnant appel de la rue exigeant un chamboulement radical de la donne politique pour enfoncer cette dynamique et se positionner dans l'échiquier à venir, il est par contre surprenant, révoltant même, que ces volutes émanant de la force qui soutient, plutôt soutenant, Bouteflika, à savoir l'Alliance présidentielle. Hier et avant-hier, les figures de ces partis, dont deux anciens Premiers ministres, Ouyahia et Benflis, ont fait étalage d'un incroyable sens de l'opportunisme, en prenant fait et cause, ô paradoxe, pour les revendications portées par les millions de marcheurs qui ont scandé haut et fort leur refus de prolongation du statu quo avec le même cheptel politique. Benflis s'est livré à de prétendues révélations, notamment sur l'interdiction des marches à Alger et sur la loi sur les hydrocarbures, avec une célérité qui a mis... dix-sept ans, soit son retrait des commandes, à émerger au grand jour. On connaît des méthodes pour se



refaire une virginité, mais avouons que celle-là est plutôt originale. L'autre ex-Premier ministre, Ouyahia, pour lequel on n'a pas attendu son statut d'ambulance pour lui tirer dessus, puisque il a été fustigé à plusieurs reprises sur ces mêmes colonnes alors qu'il détenait encore les rênes de l'exécutif, s'est fendu d'un message qui a étonné plus d'un. En effet, il y a quelques jours, il n'a rien trouvé de mieux à faire, en sa qualité de SG du RND, que d'appeler «le pouvoir à répondre en urgence aux revendications du mouvement citoyen» auquel il affirme



son soutien, toute honte bue. Ces deux anciens Premiers ministres, entre l'attitude attendue d'eux, soit d'assumer soit de se taire, ont choisi cette troisième voie, celle de l'opportunisme éhonté, dans l'espoir de redorer leur blason, terni par leur propre gestion des affaires du pays. Non content de ne pas avoir observé le quart de décence avant de prendre en marche le train des revendications citoyennes, Ouyahia a chargé son habituel préposé aux basses besognes, Seddik Chihab, de monter au créneau. Ce dernier a déclaré tout bonnement, contre toute



attente, que le RND était contre la candidature de Bouteflika pour un cinquième mandat, mais qu'ils n'ont «pas eu le courage de le dire» ! On aura tout vu... Mieux, le même Chihab va jusqu'à théoriser l'opportunisme, en évoquant «la différence entre la conviction et le discours». Mais trop, c'est trop ! Même le RND a puisé dans ses reliquats de dignité principale pour recadrer très sèchement son porte-parole. Dans cette atmosphère surréaliste où les langues se délient et les masques tombent, le bon vieux FLN devait se sentir en reste. Dans la foudroyante journée, le SG

par intérim de ce parti, Bouchareb, comme son pair du RND, a pris option pour le surf sur la vague contestataire en disant soutenir les revendications populaires. Autrement dit, avec le RND et le FLN, on se retrouve avec les seuls partis au monde à être à la fois au pouvoir (certes, pour quelques jours ou quelques heures encore) et dans l'opposition. En passant, Bouchareb tire à boulets rouges sur la gestion de Ouyahia, et la boucle est bouclée pour offrir devant Dieu et ses créatures le peu valorisant, dégradant même, spectacle de partis et de personnalités sans foi ni loi lorsqu'il s'agit de qualifier de blanc ce qu'ils décriaient hier encore comme noir. Ce sont là des attitudes de sangliers blessés, qui au lieu de se diriger vers le mourir ou le placard aux oubliettes que leur indiquent les marcheurs dans leurs mots d'ordre sous le sceau de silmia silmia, s'accrochent avec l'énergie du désespoir à leur féroce appétit de pouvoir. Après avoir prouvé qu'ils étaient capables de tout, ils démontrent aujourd'hui qu'ils sont capables du pire : se renier. Encore faut-il avoir des convictions, pour pouvoir se renier... **N. S.**

Après ses déclarations sur la candidature de Bouteflika

Le RND recadre son porte-parole

Le RND désavoue les propos tenus par son porte-parole, Seddik Chihab, lors d'un débat télévisé à El Bilad TV. Dans un bref communiqué diffusé hier, le parti d'Ahmed Ouyahia a recadré son numéro deux, en affirmant qu'il s'agissait d'un «dérèglement». Le RND a précisé que ses militants «s'interrogent» sur les positions exprimées par Seddik Chihab. Il pointe un «débat au style parfois provocateur» qui aurait poussé «notre collègue à perdre son sang-froid et parfois s'éloigner des positions connues du Rassemblement». A cet effet, le Rassemblement national

démocratique réaffirme ses positions par rapport à la situation du pays et sa «fidélité à M. Le président de la République, y compris pour les contenus des deux dernières lettres adressées à la nation qui ont été clarifiés le 17 mars dans la dernière de son secrétaire général, Ahmed Ouyahia aux militants», écrit le RND dans le communiqué. Au lendemain de la déclaration, pour le moins surprenante, d'Ahmed Ouyahia, secrétaire général du RND, dans laquelle il somme le pouvoir de «répondre dans les meilleurs délais» aux revendications du peuple, voici

venir le tour du porte-parole du parti, Seddik Chihab, qui lors d'une sortie médiatique stupéfiante a affirmé que la candidature de Abdelaziz Bouteflika pour un 5^e mandat était «une erreur». Aussi ahurissant que cela puisse paraître, «le RND n'était pas convaincu», a affirmé le numéro deux du parti qui, faut-il le rappeler, avait apporté son soutien «indéfectible» et appuyé à la candidature du Président. Décidément, Ahmed Ouyahia ne sait plus sur quel pied danser. Il tente le tout pour le tout afin de redorer son blason. Dans une ultime démarche pour être réha-

bilité, il ne fait que s'enfoncer. Il veut se créer une place dans le futur paysage politique sans savoir que prendre un train en marche peut s'avérer un terrain glissant, voire dangereux ! C'est ainsi que Seddik Chihab a avoué, avant-hier soir sur le plateau de la chaîne El Bilad TV, que son parti a manqué de perspicacité en soutenant la candidature du président pour sa réélection à la tête du pays. «Nous n'avons pas eu le courage nécessaire pour exprimer tout ce que nous pensions de cette candidature qui paraissait anormale», a-t-il dit sans rougir. Selon lui, «le dis-

cours est une chose, la conviction en est une autre». Reconnaisant que «l'Alliance présidentielle est responsable en partie de la crise actuelle», l'invité a surenchéri en déclarant : «Nous n'avons pas été perspicaces, et pas eu le courage pour dire comment présenter la candidature du Président, avec tout notre respect pour sa personne, sa stature». Plus grave encore, Chihab Seddik a laissé entendre que ces dernières années l'Algérie a été dirigée par des «forces non constitutionnelles».

Meriem Benchaouia

FLN

Bouchareb fustige Ouyahia et soutient le mouvement populaire

Il faut croire que les revirements de situation sont dans l'air du temps au sein des partis politiques du pays, notamment ceux de l'Alliance présidentielle. Ainsi, après le soutien déclaré il y a trois jours par le RND à la contestation populaire qui se tient depuis le 22 février à travers le pays, hier c'était au tour du FLN de le faire. A ce titre, lors d'une rencontre avec les mouhamedhs du parti à l'hôtel Bouflouf d'Or-Alger, Moad Bouchareb, coordonnateur de l'instance du vieux parti, dira que «les militants et les enfants du Front de libération nationale soutiennent pleinement ce mouvement populaire, et le défendent avec force et fidélité afin de parvenir à l'atteinte des

objectifs tracés sur la feuille de route bien précise». «Le peuple a dit son mot et le FLN soutient le mouvement populaire», a-t-il ajouté. Et pour cause, il dira que «les principes et valeurs constantes du parti ont de tout temps eu pour source le peuple qui a demandé le changement». Lequel changement, poursuivra-t-il, a été «explicitement évoqué par le président de la République, également président du parti, Abdelaziz Bouteflika, en déclarant qu'il procèdera au changement du régime et à la construction d'une nouvelle République en vue de faciliter l'interaction entre toutes les forces du pays». Et d'ajouter que «le Président Bouteflika a

compris les revendications portées par les marches populaires». «Aujourd'hui, le peuple défend l'Algérie dans des manifestations pacifiques. Le peuple a réclamé le changement et le président y a répondu avec sincérité, en prônant un changement de système et une Algérie nouvelle», a-t-il enchaîné.

Bouchareb se défausse sur Ouyahia

Dans la foulée de son intervention, Bouchareb, sans le citer nominativement, s'en prendra ouvertement à Ahmed Ouyahia, SG du RND et ex-Premier ministre. En effet, défendant son parti de la situation dans laquelle

se trouve le pays, il dira que «le FLN n'a pas présidé l'appareil exécutif durant ces dernières années, aussi il n'est pas normal de lui faire porter la responsabilité (de la situation du pays) puisqu'il n'était qu'un membre du gouvernement». «H'na khatina (nous, on y est pour rien)», dira-t-il, allusion faite à son frère ennemi le RND, et donc Ouyahia qu'il accuse de s'être «emparé de tout». Notons que cette rencontre a été pour le moins houleuse. De franches altercations ont eu lieu entre les mouhamedhs et les parlementaires du vieux parti qui contestent notamment leur premier responsable et ses décisions, au point d'avoir donné du mal à ce dernier de

diriger sa réunion. En réponse, Bouchareb leur dira que «l'occasion est venue pour reconstruire le parti (...) Il y a des harkis au sein du parti», avant d'ajouter que «depuis la mort de Boumediène, nous n'avons pas réussi à trouver un consensus». Etrange repositionnement du coordonnateur de l'instance dirigeante du FLN qui, il y a moins d'un mois, à l'encontre de ceux qui appellent au changement, avait déclaré : «Nous disons aux apparentés du changement faites de beaux rêves et bonne nuit». La déclaration a depuis été source de discrédit tant au sein de son parti que chez le peuple qui y voit du mépris.

Lynda Naili

— Mourad Preure nie les rumeurs sur les contrats gaziers avec la France —

«L'Algérie ne donne pas gratuitement son gaz»

■ Questionné sur les rumeurs qui courent sur les contrats gazier signés avec la France, Mourad Preure, expert en énergie, a affirmé qu'«on ne donne pas gratuitement le gaz, cela n'est pas possible», expliquant qu'«un méthanier transportant le gaz ne quitte pas le port d'Arzew ou de Skikda si la douane ne met pas son tampon».

Par Thinhinene Khouchi

Lors de son intervention à la Radio nationale, l'expert en énergie a tenu à démentir les rumeurs circulant sur les réseaux sociaux depuis un moment. En effet, Mourad Preure a assuré qu'un méthanier transportant le gaz ne quitte pas le port d'Arzew ou de Skikda si la douane ne met pas son tampon et donc «non, l'Algérie ne donne pas gratuitement son gaz». Quant aux gazoducs qui vont vers l'Espagne et l'Italie, «il y a des points de comptage», a-t-il expliqué, précisant que «lorsqu'un bateau transportant du pétrole quitte l'Algérie, la Banque d'Algérie exige à ce que les recettes soient rapatriées dans un délai très court». Il a indiqué qu'il y a une comptabilité matière au niveau de Sonatrach et on ne peut pas donner du gaz gratuitement. «Il y a une traçabilité obligatoire». L'expert estime qu'en cas de rupture d'approvisionnement, les fournisseurs se bousculeront pour alimenter la France, y compris les Etats-Unis, le Qatar et la Russie, qui représentent 25% de l'approvisionnement gazier européen. La France produit 80% de son électricité à partir du nucléaire. Il a par ailleurs rappelé que l'Algérie a toujours réussi, dans des moments sensibles, à rassurer ses partenaires. Il n'y a pas eu de rupture d'approvisionnement durant la décennie noire, d'autant plus que nous avions 14 000 km de pipelines. «Nous avons réussi à maintenir le système gazier et pétrolier en fonctionnement, malgré les risques». En outre, la baisse de la production pétrolière en Algérie pose la question quant à la capacité du pays à honorer ses contrats à court et à long terme. A ce propos, Preure a indiqué que «les gisements ont besoin aujourd'hui de beaucoup d'efforts et de technologie pour retrouver leur rythme



de production normale». «Nous avons un potentiel indiscutable, mais pendant plus de 15 ans le développement de l'amont a été ralenti, parce que nous avons touché plusieurs fois la réglementation, ce qui a entraîné une désaffection des compagnies pétrolières pour l'amont algérien», a-t-il souligné, indiquant que «pour toutes ces raisons, notre production traverse un trou d'air dû au manque d'investissement». Preure a indiqué que l'Algérie reste un partenaire stratégique en termes d'approvisionnement. Cependant «en 2010, l'Algérie représentait 16% de la demande gazière européenne, aujourd'hui elle représente 8%». Selon l'expert, notre part a baissé en raison de la présence de concurrents très agressifs, notamment le gaz de schiste américain, le Qatar qui est un concurrent extrêmement

agressif et les marchés asiatiques se trouvent aujourd'hui concurrencés par l'Australie et l'Est africain. A ce propos, Preure a rappelé que le Qatar dispose de 77 millions tonnes de capacités de liquéfaction, qu'il va porter, grâce au projet Race Lafane 2, à 100 millions de tonnes, alors que l'Algérie ne dispose que de 24 millions de tonnes, mais le pays reste la source d'approvisionnement la plus proche des marchés européens. Abordant la situation actuelle du pays, l'expert a indiqué que certains pays pourraient profiter du contexte actuel pour prendre les parts de marché à l'Algérie, notamment le Qatar. Selon lui, «tout fléchissement de l'offre algérienne sera immédiatement compensé par des volumes concurrents». Il a rappelé qu'«en cas de rupture d'approvisionnement, les industriels qui

achètent du gaz algérien se reporteront immédiatement sur le gaz qatari et américain ou même russe, puisque les Russes sont en train de doubler leur gazoduc nord, alors que nos exportations sont de 54 milliards de mètres cubes». Il a souligné que le gaz de schiste américain veut aussi se positionner sur le marché européen. Le Congrès américain a approuvé 54 millions de tonnes de capacités de liquéfaction, d'autant plus que la demande gazière aux Etats-Unis fonctionne sur un cycle opposé à la demande européenne. Enfin, l'invité de la radio a expliqué que «le pic de la consommation aux USA est en été, alors qu'en Europe, le pic est observé en hiver. Le gaz américain se vend en Europe à 7 dollars de BTU».

T. K.

Établissements classés

Plaidoyer pour l'activation du rôle du délégué à l'environnement

Des participants à un colloque sur la prospective environnementale, ouvert mercredi à Chlef sous le signe «Pour une veille environnementale active», se sont accordés sur l'impérative activation du rôle du délégué à l'environnement au niveau des établissements classés en vue de préserver le milieu et l'équilibre écologique. «Il est impératif d'activer le rôle du délégué pour l'environnement au niveau des établissements classés concernant, notamment le respect des normes nécessitées pour préserver

le milieu et l'équilibre écologique conformément à la législation en vigueur», ont soutenu les intervenants à ce premier colloque du genre organisé au Centre culturel islamique par le bureau de wilaya pour l'initiative de l'industrie de demain, en coordination avec la Direction locale de l'environnement. L'opportunité a donné lieu, outre l'explication des missions dévolues au délégué pour l'environnement, à la mise en lumière des lois régissant le secteur. Abdelhamid Roulami, représen-

tant du bureau pour l'initiative de l'industrie de demain, a indiqué que cette rencontre s'inscrit à la faveur des efforts consacrés en vue de protéger l'environnement et le milieu à travers, notamment le rôle dévolu en la matière au délégué à l'environnement. Après avoir loué l'organisation de cette «veille environnementale et économique, visant l'examen des meilleurs moyens garants d'un environnement préservé», l'universitaire Bachir Mositfa a appelé, quant à lui, à l'impératif de «fixer légalement les missions

du délégué à l'environnement, tout en activant son rôle à travers les établissements classés». Les intervenants au cours de ce colloque ont également abordé les moyens de diffuser la culture environnementale et d'impliquer la société dans le soutien du rôle du délégué pour l'environnement. La rencontre a été clôturée par la tenue d'un atelier de formation au profit des délégués à l'environnement de 18 établissements classés.

Malek N.

LA QUESTION DU JOUR

Syrie, le temps du rappel des troupes

Suite de la page une

L'Allemagne est le pays qui a le plus profité de la crise syrienne, faisant main basse sur un million de Syriens jeunes adultes, pour la plupart bien formés, fuyant la guerre, errant à travers l'Europe. Elle a ainsi fait d'une pierre plusieurs coups : régler sa régression démographique à fort bon compte, dans une proportion qu'il reste cependant à déterminer, se trouver de la main-d'œuvre bon marché, notamment pour les tâches dont les Allemands de souche ne veulent plus, et, the last but not the least, se faire passer pour un pays accessible aux souffrances humaines. C'est ce même pays qui lui n'a pas envoyé de soldats en Syrie qui se permet aujourd'hui de critiquer la décision des Américains de rappeler les leurs, arguant que ce retrait profite aux seuls Russes et Iraniens. On lui demande, et plutôt avec insistance, s'il est disposé à récupérer ses ressortissants terroristes arrêtés, c'est-à-dire encore tout ce qu'il y a de plus vivants, ce qui ne devrait pas faire problème pour un Etat de droit, et sa réponse se fait toujours attendre. Même appuyée par la menace de les remettre en circulation sinon, ce qui pourrait les amener à retourner à leur point de départ, la demande reste sans réponse. Tout ce que l'on sait des trois pays mis en cause par Trump, c'est qu'ils pourraient être disposés à la rigueur à reprendre ceux de leurs ressortissants qui sont soit des femmes soit des enfants. Ceux-là poseraient moins de problèmes d'intégration dans la norme européenne, ou de réintégration pour les femmes parties adultes en Syrie. Il y a des prisons et des centres de reformage dans ces trois pays, mais ils ne sont guère pressés à y recevoir ceux de leurs ressortissants qui sont partis faire la guerre à ce même régime syrien auquel eux-mêmes voulaient tant faire subir le même sort que celui qu'ils avaient réservé à la Libye de Kadhafi. Si on laissait ces «égarés», ces «naïfs» qui ont pris au mot leurs dirigeants de l'époque, retourner chez eux, ils n'auraient pas beaucoup de difficultés à se trouver de bons avocats pour les défendre. De quoi en effet se sont-ils rendus coupables en Syrie? N'est-ce pas d'avoir agi conformément aux vœux de leurs propres Etats : faire mordre la poussière au régime syrien ? Leur procès tournerait dès lors à celui de leurs Etats.

M. H.

Ouargla Projet d'extension du réseau de gaz naturel à El-Hedjira

LA COMMUNE d'El-Hedjira (Ouargla) s'est vue accorder un projet d'extension du réseau du gaz naturel pour la couverture de ses quartiers encore dépourvus de cette énergie, a-t-on appris mercredi de la direction de distribution de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-Ouargla). Ce projet, ayant nécessité un investissement de 324 millions DA, porte sur un linéaire de 44 km et devra approvisionner 1.500 foyers à travers 16 quartiers de cette commune, a-t-on précisé. Il a été confié à trois entreprises de réalisation avec un délai de 10 mois, ajoute la source. Les travaux de réalisation de cette opération ont été lancés par les autorités locales lors de leur récente visite dans la région. Il est relevé, en outre, la poursuite des travaux de réalisation, sur un linéaire de six km, d'un réseau de transport de gaz dans la commune d'El-Alia, daïra d'El-Hedjira, dont une tranche de 3,5 km a été réalisée jusqu'ici par l'entreprise «Kanaghaz» (filiale de Sonelgaz). Les travaux de réalisation du réseau de distribution de gaz, d'un linéaire de 72 km, dans la commune d'El-Alia, ont été achevés pour le raccordement de 2 000 foyers. **Yanis F.**

Ghardaïa Mise en service d'un centre médico-social pour les travailleurs des collectivités locales

UN CENTRE médico-social (CMS) pour les travailleurs des collectivités locales et les ayants droit de la wilaya de Ghardaïa a été mis en service au siège de la wilaya, a-t-on constaté mercredi. Cette structure a été créée dans le cadre d'un plan d'action mené par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire visant à lancer dans chaque wilaya un CMS afin de renforcer l'offre médicale existante et améliorer l'accès aux soins aux travailleurs des collectivités locales et leurs ayants droit, a précisé Abed Labeled, responsable de ce projet. Ce nouveau CMS, équipé d'un matériel médical moderne pour un coût global de plus de 34 millions DA, est doté de salles de médecine générale, d'exploration et de diagnostic, de fauteuils dentaires, ainsi que des espaces éducatifs dédiés aux enfants des travailleurs, a-t-il ajouté. Il vient conforter les multiples actions menées par les pouvoirs publics au niveau local et à l'échelle nationale en vue d'améliorer les conditions de travail des fonctionnaires et autres travailleurs des collectivités locales et de garantir un accès aux soins de santé de proximité et de qualité à cette catégorie de travailleurs ainsi qu'un suivi permanent des patients. **Hani Y.**

Tizi Ouzou

Les responsables des ressources en eau promettent un été moins difficile

■ Les responsables des ressources en eau de la wilaya de Tizi Ouzou promettent un été moins difficile pour les populations en matière d'eau potable en mettant en avant la forte pluviométrie, le renforcement des moyens humains et la mobilisation d'un volume supplémentaire d'eau provenant du barrage de Taksebt, soit le double de ce qui est destiné à la wilaya.

Par Hamid Messir

Ces engagements ont été pris, hier, par le responsable local de l'Algérienne des eaux (ADE), Amar Barzouk, au cours d'un point de presse co-animé avec des cadres de la direction de wilaya des ressources en eau à l'occasion de la Journée mondiale de cette denrée rare. Amar Barzouk a fait état de 108 opérations visant l'amélioration de l'AEP pour un montant de 16 milliards de dinars mobilisés par le secteur en ciblant en priorité les points noirs de la wilaya, notamment Bouzeguène et Tizi Ghenif. La région côtière de la wilaya verra ainsi la réalisation d'une station de dessalement d'eau de mer à Tamda Ouguemoune (Ifissen) en raison du retard dans le projet de transfert des eaux dessalées à la station de Cap Djinet (Boumerdes). Elle devrait permettre la mobilisation quotidienne de 40 000 m³ en plus de la rénovation de la station de Tigzirt. Autre mesure prise par les responsables du secteur de l'eau à Tizi Ouzou, est la réparation de plus de 8 000 fuites et la suppression de 2 000 branchements illégitimes grâce à un financement de l'ordre de 100 millions de dinars sur le Fonds national de l'eau (FNE). Néanmoins, les contraintes pour une meilleure gestion de l'eau persistent encore à travers les créances esti-



mées à plus de 200 milliards de centimes dont 33 milliards de centimes détenus par les collectivités locales après effacement de 17 milliards de centimes suite à une subvention du ministère de l'Intérieur. Alors que l'ADE de Tizi Ouzou est redevable à la Sonelgaz de 700 millions de dinars. Par ailleurs, nous avons appris que le taux de remplissage du barrage de Taksebt a atteint les 91,5% sans exclure la possibilité de voir ce taux progresser vers les 100% avec les pluies du printemps et la fonte

des neiges. S'agissant des projets en cours, les responsables de la direction des ressources en eau ont indiqué que le barrage de Souk Tlatha sera réceptionné avant la fin de l'année 2019 en estimant le taux d'avancement à plus de 55% alors que celui de Sidi Khelifa (Azeffoune) est en phase de lancement après désignation de l'entreprise réalisatrice il y a quelques mois. Le transfert des eaux depuis le barrage Tichy Haf (Béjaïa) vers les localités de Bouzeguène et Iloula Oumalou lancé depuis plusieurs

mois butte à des oppositions et quelques contraintes techniques, selon les mêmes responsables qui ont assuré que celui-ci sera relancé ces jours-ci. Enfin, le conflit autour des sources d'eau d'Iltène opposant des habitants de plusieurs villages pourrait connaître desserrement dans un délai de 6 à 8 mois avec l'achèvement de la réalisation d'un réservoir et de toutes les canalisations dont le projet est confié depuis quelque temps à des entreprises. **H. M.**

Oran : clôture de la phase finale d'exécution du plan

Objectif : protection du site archéologique «Portus Magnus»

La direction de la culture de la wilaya d'Oran a achevé la dernière phase de l'exécution du projet de protection du site archéologique de la ville romaine «Portus Magnus» de Bethioua, a-t-on appris du service de la protection du patrimoine de cette direction. Cette phase concerne une consultation publique, lancée par la direction précitée, pour la mise en œuvre du plan de protection de ce site archéologique. Ce sondage a touché la société civile et les habitants de la localité de Bethioua (Est de la wilaya) ainsi que les pro-

priétaires du foncier où se trouve le site, afin de donner leurs avis, faire part de leurs préoccupations et présenter des propositions sur ce projet, a expliqué le chef de ce service, Djamel Barka. Cette consultation ayant duré deux mois n'a enregistré aucune opposition. Elle a été approuvée par les services de la wilaya pour ensuite présenter le projet de protection de ce site, s'étendant sur une surface de 50 has, pour être approuvé par l'APW. Suite à ces démarches, le dossier sera transmis à la commission nationale de protection des biens

relevant du ministère de la culture afin de donner son aval en vue de la mise en œuvre de la phase d'exécution. Pour rappel, l'étude portant sur le projet de protection de ce site archéologique est passée par trois étapes, toutes approuvées par l'APW en juin 2018. Le site archéologique «Portus Magnus», classé monument national en 1968, est l'un des plus anciens ports édifiés à l'époque romaine. Le musée national «Ahmed-Zabana» d'Oran conserve une collection de mosaïques découvertes dans ce site, rappelle-t-on. **(APS)**

Armée

Séminaire sur la veille médiatique au sein de l'ANP

La Direction de la communication, de l'information et de l'orientation de l'état-major de l'Armée nationale populaire a organisé, mercredi à Alger, un séminaire sur «la veille médiatique au sein de l'Armée nationale populaire... réalité et enjeux», précise un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la concrétisation du Plan annuel de communication de l'ANP, et sous l'égide de Monsieur le général de corps d'Armée Ahmed Gaid Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, la Direction de la communication, de l'information et de l'orientation de l'état-major de l'ANP a organisé, mercredi 20 mars 2019 au Cercle national de l'Armée à

Beni Messous, un séminaire intitulé «La veille médiatique au sein de l'Armée nationale populaire Réalité et enjeux», précise la même source. Les travaux du séminaire ont été inaugurés, au nom du chef d'état-major de l'ANP, par le général-major Maddi Boualem, Directeur de la de la communication, de l'information et de l'orientation, qui a salué «l'intérêt accru accordé par le Haut commandement de l'ANP au domaine de l'information et de la communication, notamment dans le volet de formation des cadres spécialisés dans ce secteur sensible et ses exigences en matière de maîtrise des mécanismes et des outils modernes». Ce séminaire, auquel ont pris part de hauts cadres des

différentes structures du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'ANP, vise à «établir un état des lieux de la veille médiatique au sein de l'institution militaire et son adaptation avec le développement technologique, en veillant au renforcement des relations avec les médias et la consolidation du lien "Armée-Nation"», indique le communiqué. A cette occasion, l'assistance a suivi une série de conférences, animées par des cadres militaires et des enseignants universitaires, axées sur les différents aspects liés au développement de la veille médiatique, et ce, conformément à la stratégie communicationnelle de l'ANP, conclut le MDN. **R. N.**

Véhicules

Baisse de la facture d'importation des collections CKD

■ La facture d'importation des collections CKD-SKD destinées à l'industrie de montage des véhicules de tourisme et ceux de transport de personnes et de marchandises a atteint 220,13 millions de dollars en janvier 2019 contre 226,89 millions de dollars en janvier 2018, soit une baisse de près de 7 millions de dollars (-3%), a-t-on appris auprès du Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (Cnstd).

Par Salem K.

Concernant les véhicules de tourisme, les importations des CKD-SKD ont baissé à 147,17 millions de dollars en janvier 2019 contre 203,86 millions de dollars au même mois de 2018, en baisse de près de 57 millions de dollars (-27,81%).

En revanche, les importations des véhicules de transport de personnes et de marchandises (produits finis) et de collections CKD-SKD destinées à ce type de véhicules ont grimpé à 72,96 millions de dollars contre 23,03 millions de dollars, en hausse de près de 50 millions de dollars correspondant à une augmentation de près de 217%.

Par ailleurs, les importations des parties et accessoires des véhicules automobiles (pièces détachées pour les véhicules d'occasion...) ont augmenté à 34,73 millions de dollars contre 24,5 millions de dollars (+41,81%).

En outre, les importations des pneumatiques neufs en caoutchouc ont également connu une tendance haussière avec une facture de 18,1 millions de dollars en janvier 2019 contre 5,18 millions de dollars en janvier 2018 (+49,42%).

Pour rappel, la facture globale d'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage des véhicules (de tourisme et utilitaires) et l'importation des véhicules de transport

de personnes et de marchandises (produits finis) s'est chiffrée à plus de 3,73 milliards de dollars en 2018 contre 2,2 milliards de dollars en 2017, en hausse annuelle de 1,53 milliard de dollars (+70%).

L'industrie de montage local des véhicules a réalisé une production de 180 000 véhicules de tourisme en 2018 (contre 110 000 en 2017) et 4 500 véhicules industriels en 2018.

S. K./APS

Ph/D. R.



Finances

La BEA augmente son capital à 230 milliards de DA

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a augmenté son capital social, le portant de 150 milliards de DA à 230 milliards de DA, a indiqué cette banque publique dans un communiqué. Cette augmentation du capital, proposée par le conseil d'administration de la BEA et avalisée par le Conseil de la monnaie et du crédit, «s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de développement visant notamment un redéploiement à l'international dans la perspective d'ouvrir un établissement bancaire en France, d'une part, et l'accroissement des parts de financement en interne, d'une autre part», explique-t-on. Les responsables de cette banque estiment que «cette opération accroîtra la capacité à répondre à

des événements futurs très importants liés au financement du crédit de l'économie nationale, notamment les projets structurants, et offrira la possibilité de poursuivre la croissance grâce à des acquisitions ciblées». Les comptes sociaux de l'exercice 2017, approuvés par l'Assemblée générale de la BEA en juin 2018, indiquent que le bénéfice net s'est chiffré à plus de 57 milliards de DA et un total bilan de 3 122 milliards de DA. Dans ce sens, les responsables de cet établissement bancaire ont mis en exergue les efforts consentis dans le développement des différentes activités, améliorant le niveau de ses fonds propres et augmentant son total bilan. A ce propos, ils rappellent que sur l'exercice de

2016, le total bilan était de 2 574 milliards de DA : «Ce chiffre est considéré très insuffisant et qui avait été dû essentiellement à une baisse des ressources collectées du secteur public, notamment celles provenant de Sonatrach». En effet, poursuivent-ils, la BEA, qui compte beaucoup de clients dans le secteur de l'énergie, dont la compagnie publique Sonatrach, «considère qu'une évolution importante des crédits à l'économie orientés principalement au financement de l'investissement, ainsi que l'effort en matière de collecte des ressources auprès du secteur privé, a permis de compenser la baisse des ressources collectées auprès du secteur public».

Mahi O.

Pétrole

Les cours en légère baisse en Asie

Les cours du pétrole étaient orientés à la baisse, hier en Asie, en raison des incertitudes qui se prolongent quant à l'issue des discussions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et de perspectives économiques mondiales moroses. Vers 03h30 GMT, le baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en avril, perdait 17 cents à 58,86 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison

en mai, perdait un cent à 67,62 dollars. Le Comité de suivi de l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires a proposé lundi d'annuler une réunion plénière de l'Opep, comme le groupe de producteurs est surnommé, ce qui repousserait à juin la décision de renouveler ou non l'accord de limitation des extractions en application depuis janvier. Un tel report soutient les cours en ce qu'il traduit une volonté de maintenir les limitations de pro-

duction, selon les experts. «Les signes de difficultés dans les discussions commerciales américano-chinoises semblent plomber le sentiment du marché, et le pétrole est aussi pénalisé par la hausse du dollar», a déclaré ANZ Bank dans un commentaire de marché. Toute appréciation du billet vert rend le baril, libellé en dollar, moins attractif pour les investisseurs dotés d'autres devises, ce qui tend à réduire la demande donc à plomber les cours.

T. Kh.

Changes

L'euro se montre stable face au dollar

L'euro était stable face au dollar mercredi, dans un marché une nouvelle fois dominé par la Réserve fédérale américaine (Fed) qui va conclure une réunion de politique monétaire de deux jours. Hier matin, la monnaie européenne valait 1,1346 dollar pour un euro, contre 1,1352 mardi soir. «La Fed devrait maintenir sa position accommodante eu égard aux nombreuses preuves de prévisions de croissance plus faibles», a commenté un analyste. La Banque centrale américaine a commencé mardi une réunion de politique monétaire à l'issue de laquelle elle devrait laisser les taux d'intérêt inchangés, après quatre hausses en 2018. Depuis le début

d'année, la Fed assure qu'elle restera «patient», et les données économiques mitigées de ces dernières semaines ne devaient pas changer son attitude lors de cette réunion de politique monétaire. Jerome Powell, président de l'institution monétaire, tiendra une conférence de presse en fin de journée, sa deuxième de l'année, après la publication du traditionnel communiqué. Les investisseurs suivront également l'actualité sur le Brexit. La Première ministre Theresa May doit adresser une lettre à l'UE pour demander un report du Brexit, forcée de reconnaître que l'impatte au Parlement britannique pour faire adopter son accord de divorce s'est muée en «crise». La

livre sterling valait 1,3248 dollar, contre 1,3268 mardi soir, et s'échangeait à 85,64 pence pour un euro au lieu de 85,56 la veille. Hier matin, le billet vert montait un peu face au yen, à 111,57 yens pour un dollar contre 111,39 mardi, tout comme la devise européenne qui s'échangeait à 126,61 yens pour un euro contre 126,47 mardi soir. La devise suisse était stable face à l'euro, à 1,1342 franc suisse pour un euro, contre 1,1343 mardi soir, et évoluait également peu face au dollar (0,9996 franc suisse pour un dollar au lieu de 0,9992 mardi). La monnaie chinoise s'échangeait à 6,7131 yuans pour un dollar, contre 6,7119 yuans mardi.

Agences

Céréales

Le cours du blé recule légèrement sur Euronext

LES PRIX du blé étaient en léger recul, hier à la mi-journée, dans un marché très calme, faute d'informations significatives. A la mi-journée sur Euronext, la tonne de blé reculait de 50 centimes d'euro sur l'échéance de mai à 188,75 euros et de 50 centimes également sur celle de septembre à 176,25 euros, pour moins de 6 000 lots échangés. La tonne de maïs, pour sa part, était également dans le rouge, reculant de 75 centimes d'euro sur l'échéance de juin à 169,50 euros, et de 25 centimes sur août à 173 euros, pour un peu plus de 150 lots échangés. La réunion annuelle de l'organisme France Export Céréales réunissait également de nombreux opérateurs, soulignait par ailleurs un analyste. Côté américain, la séance de mardi, à la Bourse de Chicago, «n'a rien changé», estimait encore ce même analyste. La tendance n'est effectivement pas très nette, de l'autre côté de l'Atlantique, où les opérateurs ont vécu une journée très indécise, entre les incertitudes climatiques liées à des inondations dans le Midwest et un horizon toujours incertain quant aux négociations commerciales entre Pékin et Washington. En France, l'analyste faisait état d'incertitudes côté logistique. La très forte demande immédiate de grains, résultat des appels d'offres remportés ces dernières semaines, notamment en Afrique du Nord, semble causer quelques difficultés dans les ports français. Les conséquences de ces problèmes sur les prix demeureraient encore incertaines.

R. E.

Aïn Defla / Agriculture

L'importance de la culture de l'assurance soulignée par le DG de la CNMA

■ Le Directeur général de la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA), Cherif Benhabyles, a mis l'accent mardi à Bir Ould Khélifa (Aïn Defla) sur l'importance de l'ancrage d'une culture de l'assurance chez les agriculteurs, soutenant que cet état de fait se répercutera positivement sur l'ensemble du secteur.

Par Anissa H.

« Il est absolument nécessaire d'ancrer chez les agriculteurs la culture se rapportant à l'assurance et de leur expliquer les bienfaits de cet acte », a indiqué M. Benhabyles en marge de la signature d'une convention d'assurance au profit d'une unité de production d'œufs (Ovozaccar) relevant du secteur privé. « L'assurance dans le monde agricole est d'autant plus importante que le secteur est exposé à des pertes imprévisibles », a-t-il observé, invitant la Chambre, la Direction et l'Union locales de l'agriculture à coordonner leurs efforts pour atteindre cet objectif. Selon lui, l'assurance dans le secteur de l'agriculture contribue à « offrir un climat favorable à l'investissement agricole et à renforcer la confiance entre l'agriculteur et la Caisse », mettant en exergue le rôle d'« accompagnement » joué par la CNMA. Une enveloppe de plus de 8 milliards de dinars a été consacrée au dédommagement des agriculteurs dont les superficies ont été détruites par des calamités naturelles durant l'année 2018, a-t-il par ailleurs rappelé. Faisant remarquer que les agriculteurs touchés par les intempéries ont été indemnisés à hauteur de pertes qui leur ont été occasionnées, il a soutenu

que la crédibilité de son organisme résidait dans la célérité à répondre aux sollicitations exprimées. « Notre crédibilité réside dans la célérité dont nous faisons preuve à l'adresse d'un agriculteur dont l'exploitation a été touchée par un sinistre quelconque », a-t-il soutenu, signalant que pour l'année dernière, le dédommagement pour cause de sinistre en milieu agricole a notamment concerné les agriculteurs dans l'est et l'ouest du pays. Faisant remarquer que la production de

son entreprise atteindra les 500 000 œufs/jour d'ici une année, le Directeur général de «Ovozaccar», Tayeb Hattou, a pour sa part, tablé sur le doublement de ce chiffre d'ici «deux à trois années», assurant que l'activité de l'entreprise se répercutera positivement sur la dynamique économique de la région. « Actuellement, nous employons plus de 100 personnes, un nombre appelé à augmenter au fur et à mesure que l'entreprise évolue », a-t-il assuré se félicitant



des conditions de travail au sein de l'entreprise. Se disant « persuadé » que «Ovozaccar» aura un rayonnement régional d'ici quelques années, le directeur de la chambre d'Agriculture de Aïn Defla, Hadj Djaâli a, pour sa part, estimé qu'une fois la vitesse de croisière de l'entreprise atteinte, Aïn Defla se hissera au rangs des premières wilaya productrices d'œufs à l'échelle nationale.

« Avec l'entrée en service de cette entreprise, il ne fait pas de doute que d'ici quelques années, la wilaya de Aïn Defla devrait occuper les premières places à l'échelle nationale en matière de production d'œufs avec plus de 1 milliard d'unités par an, soit 10 à 12 % de la production nationale en la matière », a-t-il prédit.

A. H. /APS

Association «Kafil al Yatime» de Blida Financement avant fin 2019 d'une centaine de projets au profit de veuves et d'orphelins

L'association caritative «Kafil al Yatime» de Blida compte financer une centaine de microprojets dédiés aux veuves et aux orphelins d'ici la fin de l'année 2019, a déclaré son président, Ali Chaaouati. Depuis le lancement en 2006 de ce projet de soutien aux veuves et aux orphelins, porté notamment par des bienfaiteurs, l'association «Kafil al Yatime» a financé à ce jour 104 microprojets, garantissant un revenu stable pour ces personnes, a indiqué M. Chaaouati. Une autre partie de ce financement est assurée par la banque «Assalam», à travers des crédits zéro intérêt accordés aux concernés, avec possibilité de remboursement à long

terme, a-t-il ajouté. Les principaux créneaux d'activités investis par ces projets sont représentés par la couture, la coiffure, la confection de gâteaux traditionnels, et l'élevage bovin et ovin, pour ce qui est des veuves, au moment où les orphelins s'orientent généralement vers la menuiserie aluminium, la plomberie et les prestations de services. Le responsable n'a pas manqué de lancer un appel à toute femme veuve et aux orphelins porteurs d'une idée de projet, en vue de se rapprocher de l'association. Par ailleurs, M. Chaaouati a fait part du lancement depuis sept ans d'un autre projet caritatif au profit de 3 000 veuves, ayant bénéficié d'une opé-

ration de restauration de leurs maisons dégradées, à raison de 50 maisons/an. Il a, à ce propos, signalé le lancement «prochain» d'un projet de réalisation de 12 logements, sur une assiette offerte en guise de don par un bienfaiteur de la ville de Blida. Ces logements sont destinés à des veuves ne disposant pas d'un domicile fixe, jusqu'à ce qu'elles puissent obtenir leur propre logement, a-t-il précisé. L'association se charge actuellement de verser les droits de location de nombreuses maisons habitées par des familles nécessiteuses, a-t-il ajouté, estimant que ce «projet est de nature à diminuer cette dépense».

F. Y.

Constantine

Opération d'attribution de plus de 4 250 logements tous types confondus

Une vaste opération de distribution d'un total de 4 254 logements tous types confondus a été lancée mardi dans la wilaya de Constantine, à l'occasion de la commémoration du 57^e anniversaire de la fête de la Victoire, célébrée annuellement le 19 mars, a-t-on constaté. L'opération, présidée par le wali, Abdessamie Saidoune a concerné l'attribution de pas moins de 2 492 logements publics locatifs (LPL) dont 1 868 unités réservées pour les habitants du chef-lieu de wilaya, relogés entre autres dans le cadre d'évacuation des sites menaçant ruine (408 LPL) et 624 unités consacrées pour les habitants de la commune d'El Krou.

L'opération a porté également sur la distribution de 1 042 aides financières pour le logement rural dans huit localités de la même région, de 700 logements promotionnels aidés (LPA) à la nouvelle ville Ali-Mendjeli et de 20 autres

logements d'astreinte dans la même agglomération pour les enseignants universitaires, a-t-on indiqué. Dans la wilaya de Constantine, les festivités de la célébration de la fête de la Victoire ont été marquées par le

lancement du chantier de réalisation de 300 LPA à la ville Ali Mendjeli, où il a été également procédé à la baptismation de la cité des 700 LPA du nom du moudjahid Amar Ouabed. A l'unité de voisinage (UV), une école primaire a

été inaugurée et baptisée du nom du chahid Hechemi Outili. Dans la commune d'El Khroub, il a été procédé à l'inauguration d'un parc d'attractions, réalisé dans le cadre d'un investissement privé.

A. O. /APS

Batna

Raccordement de 450 foyers aux réseaux d'électricité et de gaz naturel

Au total, 450 foyers de localités enclavées des communes de Boumgar et Safiane dans la wilaya de Batna ont été raccordés aux réseaux de l'électricité et du gaz naturel. Ces opérations financées à hauteur de 62,2 millions DA puisés du bud-

get de wilaya et de programme sectoriel ont été concrétisées dans des délais allant de 45 jours à 3 mois, selon les explications fournies à cette occasion au wali, Abdelkhalek Sayouda. A ce titre, la commune de Safiane a bénéficié d'une opération de

raccordement de 100 foyers des localités de Khetala et El Madbouha au réseau d'électricité rurale pour un montant de 18,3 millions DA financé dans le cadre d'un programme spécial dont a bénéficié la wilaya, ont indiqué les responsables locaux

de l'énergie qui ont précisé que le coût du raccordement d'un foyer est évalué à 183.000 DA. Dans la localité de «Fid Sahraoui» dans la commune de Boumgar, il a été procédé à l'activation du raccordement au réseau de l'électricité rurale pour 200 familles et la mise en gaz au profit de 150 autres familles pour un investissement d'environ 51 millions DA puisé du budget de wilaya. Les bénéficiaires de ces opérations n'ont pas manqué d'exprimer leur joie, d'autant que le raccordement en ces deux énergies vitales coïncide avec une chute palpable des températures dans ces régions à vocation agricole. Ces opérations ont eu lieu à l'occasion de la célébration du 57^e anniversaire de la fête de la Victoire.

R. R.

D. I./APS

Oum El Bouaghi

Distribution de plus de 1 460 logements tous segments confondus

Une opération de distribution de 1 466 logements tous segments confondus et 640 lots de terrain et 484 aides à la construction rurale a eu lieu à Oum El Bouaghi à l'occasion de la célébration du 57^e anniversaire de la fête de la Victoire. Des citoyens de 15 communes de la wilaya ont bénéficié de cette opération de distribution de logements et de remise de décisions d'attribution d'aides financières pour la construction rura-

le et de lots de terrain qui s'inscrivent dans le cadre du programme de lotissements sociaux destinés aux régions du Sud et des Hauts plateaux du pays, ont indiqué les services de la wilaya au cours de cette cérémonie présidée par le wali, Messaoud Hadjadj. Sur les 1 466 logements distribués, 577 sont de type public locatif (LPL), 720 logements promotionnels aidés (LPA) et 100 logements réalisés dans le cadre du Fonds national de

péréquation des œuvres sociales (FNPOS) en plus de 69 logements promotionnels, selon les explications fournies. Les 577 LPL distribués ont ciblé des bénéficiaires des communes de Souk Naâmane, Boughrara Saoudi, Behir Chergui, Berriche, Belala, Oued Nini et Oum El Bouaghi, a fait savoir le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Mohamed Chawki Hebita.

Espagne

L'Université Saint-Sébastien abrite des journées de sensibilisation sur la cause sahraouie

■ La faculté de médecine de l'université Saint-Sébastien au Pays basque (Espagne) a organisé des journées de sensibilisation sur la cause du peuple sahraoui sous le thème «Sahara occidental, l'histoire, le système sanitaire sahraoui et les aides humanitaires», initiées par l'étudiante sahraouie, Fatimatou Zennan de la même université.

Par Mondjil B.

Le coup d'envoi des travaux a été marqué par une conférence donnée par le représentant du Front Polisario au Pays basque, Abdellah Larabi et l'étudiante Fatimatou Zennan qui ont présenté un aperçu historique sur le conflit au Sahara occidental évoquant le statut juridique et politique du territoire inclus dans le processus de décolonisation ainsi que le rôle de l'ONU, les politiques de certains forces occidentales comme la France qui soutient la position de l'occupant marocain. La deuxième journée a vu l'animation d'une conférence sur le développement du système sanitaire depuis le colonialisme jusqu'à la création du Front Polisario. Plusieurs interventions ont eu lieu, lors de la troisième journée, par le représentant du Front Polisario au Pays basque et des représentants de l'Association d'amitié avec le peuple sahraoui et des membres de l'Association «infirmiers du Sahara occidental». Les droits de l'Homme dans les territoires occupés était le thème de la conférence, donnée au dernier jour des travaux par



Hasanna Alia et Abi Atmane qui ont réitéré l'attachement du peuple sahraoui à poursuivre sa lutte jusqu'à la réalisation de ses objectifs, à savoir la liberté et l'indépendance. M. B./SPS

Tunisie Trois terroristes tués à Jebel Salloum

Trois terroristes ont été tués dans l'opération lancée mardi soir par des unités de la Garde nationale dans la zone militaire fermée de Jebel Salloum, dans le gouvernorat de Kasserine, dans un bilan provisoire annoncé par une source sécuritaire dans la région citée par l'agence TAP.

«Le groupe terroriste retranché au mont Salloum, auquel les unités sécuritaires avaient tendu une embuscade depuis plusieurs jours, appartient aux «Jund al-

Khilafah» (soldats du Califat) qui avait assassiné et décapité le citoyen Mohamed Lakhdar Makhloufi au mont Mhgila et a publié une vidéo de cette opération lâche qui a touché un citoyen solitaire», a précisé la même source.

Le bilan des terroristes tués pourrait être revu à la hausse, indique-t-on de même source qui a affirmé que toutes les unités de sécurité sur le terrain «sont saines et sauvées».

M. O.

Tunisie Entretien Essebssi-Le Drian sur les développements dans le dossier libyen

Le président tunisien Béji Caïd Essebsi s'est entretenu mardi à Tunis avec le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian, des développements dans le dossier libyen, a rapporté l'agence de presse tunisienne TAP.

Cité dans un communiqué de la présidence tunisienne, M. Le Drian, arrivé en provenance de la capitale libyenne Tripoli, a indiqué que sa visite en Tunisie s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la feuille de route dans plusieurs domaines de coopération bilatérale. Elle vient également consacrer la tra-

dition de concertation politique entre les deux pays autour des questions régionales et internationales d'intérêt commun.

A cette occasion, le ministre français a affirmé avoir informé le chef de l'Etat tunisien des efforts de la France qui, a-t-il dit, sont en harmonie avec l'initiative présidentielle tripartite de règlement de la crise libyenne.

Le ministre a fait état de prémices de dénouement de la crise en Libye à la lumière de la réunion d'Abou Dhabi tenue récemment sous l'égide des Nations unies et de la rencontre tripartite au Caire des ministres des Affaires étrangères de

Tunisie, d'Algérie et d'Egypte.

De son côté, le président tunisien a fait savoir que la Tunisie «suit avec un grand intérêt les développements en Libye et ne ménage aucun effort pour inviter les frères libyens à poursuivre le dialogue».

«Tout règlement politique de la crise doit être inter-libyen, parrainé par l'Organisation onusienne», a-t-il insisté, disant soutenir la mission de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies en Libye dans la mise en œuvre de la feuille de route adoptée par l'Organisation en septembre 2017.

Affif G.

Réfugiés maliens en Mauritanie Le défi de l'école en contexte d'urgence

La Mauritanie est le deuxième pays d'accueil pour les réfugiés en provenance du Mali. Près de 60% des 55 000 personnes recensées sur place sont des enfants. Comment les protéger du mariage forcé à un âge précoce et du travail infantile et créer un environnement qui leur permette de rester des enfants ? C'est ce que nous découvrons dans cette édition d'Aid Zone dans le camp de Mbera.

Le conflit dans le nord et le centre du Mali continue d'empirer avec la montée en puissance de l'extrémisme islamiste et la recrudescence des violences ethniques et du banditisme. Plus de 135 000 Maliens ont fui dans

les pays voisins depuis 2012. En Mauritanie, on recense près de 55 000 réfugiés maliens dont 58% d'enfants. Ce qui en fait le deuxième pays d'accueil pour ces réfugiés après le Niger.

Notre reporter Monica Pinna s'est rendue à Mbera, le seul camp qui accueille des réfugiés maliens en Mauritanie. Ils sont 55 000 à avoir parcouru 60 km depuis la frontière pour venir s'installer sur place. Et de nouveaux arrivants continuent d'affluer. Près des deux tiers des réfugiés sont des enfants et pour eux, aller à l'école est aussi important que d'avoir accès à de la nourriture et à des soins. C'est en particulier, le cas pour Sadio,

une adolescente malienne. «Je suis contente parce que l'école, ça a vraiment du sens pour moi : ça me permet de voir le monde autrement», assure-t-elle.

Le conflit dans le nord et le centre du Mali continue d'empirer avec la montée en puissance de l'extrémisme islamiste et la recrudescence des violences ethniques et du banditisme. Plus de 135 000 Maliens ont fui dans les pays voisins depuis 2012.

Surmonter les traumatismes

La scolarisation est loin d'aller de soi pour ces enfants : les filles qui résident dans le camp sont

de plus en plus exposées au mariage précoce et les garçons au travail infantile.

En plus de ces menaces qui pèsent sur eux, ils sont nombreux à être traumatisés après ce qu'ils ont vécu au Mali.

«J'ai été forcée de me marier quand j'avais 15 ans» raconte Sadio.

«Le mariage n'a pas été une réussite parce que j'ai eu une grossesse très difficile ; j'ai survécu et après, mes parents m'ont suggéré de partir en Mauritanie», explique-t-elle.

Sadio a aujourd'hui 17 ans, elle est mère d'une petite fille de deux ans. Si elle va en classe, c'est grâce à Rougui Deme, inter-

venante sociale d'une ONG locale appelée «Ensemble pour la Solidarité et le Développement» qui a été financée par l'Unicef dans le cadre d'un projet soutenu par le service de l'Union européenne à l'aide humanitaire.

Rougui Deme se souvient de sa première discussion avec Sadio : «Je lui ai demandé : 'Tu es allée à l'école ?' Elle m'a dit : 'Oui'. Je lui ai demandé : 'Tu es mariée ?' Elle m'a répondu : 'Non, je suis divorcée.' Je lui ai demandé : 'Tu veux retourner à l'école ?' Elle m'a répondu : 'Oui'. Je me suis dit : 'Une enfant qui a une enfant est une enfant vulnérable».

G. H.



Moyen-Orient

Pompeo en visite avec les élections israéliennes en toile de fond

■ Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a entamé hier au Koweït ses nouvelles rencontres au Moyen-Orient pour tenter encore et toujours d'intensifier le combat des Etats-Unis contre l'Iran, avant d'aller rencontrer le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en pleine campagne pour sa réélection.

A l'occasion d'un «dialogue stratégique» avec le gouvernement koweïtien, il a mis l'accent sur la mise en place d'une Alliance stratégique du Moyen-Orient, sorte d'Otan locale voulue par Washington pour souder ses alliés arabes face à Téhéran. Et pour cela, Mike Pompeo et son homologue de l'émirat, Cheikh Sabah Al-Khaled Al-Sabah, ont plaidé pour en finir avec la crise entre le Qatar et l'Arabie saoudite. Cette dispute qui dure depuis près de deux ans «n'est dans l'intérêt ni de la région ni du reste du monde», a insisté le secrétaire d'Etat. «Nous sommes tous confrontés aux mêmes menaces», de la part des jihadistes du groupe Etat islamique ou d'Al-Qaïda, mais aussi «de la République islamique d'Iran», a-t-il ajouté, énonçant un thème qui sera décliné lors des étapes suivantes, en Israël et au Liban. Mais sa principale rencontre de cette première journée est prévue dans l'après-midi à Jérusalem avec Benjamin



PH. A. D. R.

Netanyahu. Officiellement, le contexte électoral – électrique – qui règne en Israël est étranger au timing de cette visite. «Je vais en Israël en raison de notre rela-

tion importante» et pour parler «de questions stratégiques», a tenté de balayer en amont Mike Pompeo. «Cette relation compte, quels que soient les dirigeants.» Son passage est néanmoins largement interprété comme un soutien appuyé au chef du gouvernement israélien qui mène une délicate bataille pour rester au pouvoir à l'issue des législatives du 9 avril, d'autant qu'aucune rencontre n'est prévue avec ses adversaires. Benjamin Netanyahu, qui ne perd pas une occasion de dénoncer le régime iranien, est considéré à

Washington comme le bon élève de la coalition anti-Iran que les Américains tentent de bâtir. Le programme des deux journées de Mike Pompeo à Jérusalem est aussi l'occasion d'une visite symbolique à la nouvelle ambassade des Etats-Unis, transférée depuis Tel-Aviv sur ordre de Donald Trump. Une manière de rappeler que le président américain a reconnu fin 2017 Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu, pour le plus grand bonheur du Premier ministre israélien et d'une grande partie de son opinion publique. Et pour appuyer encore un peu cette proximité, Benjamin Netanyahu s'enveloppera ensuite pour Washington pour la grande messe annuelle de l'AIPAC, le principal lobby pro-israélien aux Etats-Unis. En revanche, même si la Maison Blanche, sous la houlette de Jared Kushner, le gendre du président Trump, devrait dévoiler dans les semaines qui suivent le scrutin du 9 avril son plan de paix israélo-palestinien, Mike Pompeo ne va pas profiter de sa présence pour rencontrer l'Autorité palestinienne. «Il faudrait déjà qu'ils veuillent nous parler, ce serait un bon début», a-t-il ironisé, alors que les dirigeants palestiniens refusent tout contact avec l'administration Trump en raison de sa décision controversée sur Jérusalem. Depuis, les tensions se sont même exacerbées, le

département d'Etat américain ayant coupé l'aide aux Palestiniens et entrepris un flou de plus en plus évident sur certains dossiers sensibles. Ainsi, dans certains rapports, la diplomatie américaine ne désigne plus la Cisjordanie ou le Golan syrien comme étant «occupés» par Israël. S'agissant du Golan, désormais qualifié de «contrôlé» par l'Etat hébreu, certains y voient le prélude à une reconnaissance américaine de la souveraineté israélienne sur ce plateau stratégique. Des élus républicains défendent une action législative en ce sens. «Pas de changement dans la politique américaine», s'est borné à répondre hier Mike Pompeo à une question sur ce glissement sémantique. Mais il n'a pas expliqué le contenu de cette politique. Avant d'arriver au Koweït, il avait évoqué une description «factuelle» et «très précise» de comment Washington voit «la situation», donnant une fois de plus l'impression d'aller dans le sens d'Israël mais à l'encontre du consensus juridique international. Pour autant, le chef de la diplomatie koweïtienne s'est dit convaincu que «les relations fortes entre les Etats-Unis et plusieurs pays» mènerait à «une solution politique» au conflit israélo-palestinien qui soit «acceptable pour tous les acteurs».

R. C.



Impuissance

Repos

Par Fouzia Mahmoudi

Lors de la dernière campagne présidentielle américaine, de nombreuses personnalités Républicaines avaient ouvertement pris parti contre Donald Trump en appelant notamment à ne pas voter pour le candidat milliardaire. L'une des personnalités conservatrices qui s'était le plus fermement élevée contre Trump n'était autre que l'ancien candidat à la présidentielle John McCain. Ce dernier, très respecté que cela soit parmi les Républicains ou les Démocrates, avait à de multiples reprises exprimé son aversion pour l'adversaire de Hillary Clinton. Une prise de position que l'actuel locataire de la Maison-Blanche ne lui a jamais pardonné, alors même que John McCain est décédé. En effet, Donald Trump est revenu à la charge aujourd'hui contre le défunt sénateur Républicain, mort d'un cancer il y a sept mois et déjà victime de ses foudres au cours du week-end. «Je n'ai jamais été un grand fan de John McCain et je ne le serai jamais», a déclaré le président américain, interrogé par des journalistes en marge d'une rencontre avec son homologue brésilien Jair Bolsonaro. «Je suis très mécontent qu'il n'ait pas rejeté l'Obamacare», la loi élargissant la couverture médicale des Américains, a-t-il poursuivi en guise de justificatif. Donald Trump, connu pour ressasser ses griefs contre ses détracteurs, s'en était déjà pris samedi à John McCain, le qualifiant dans un tweet de «dernier de la classe». Il l'avait aussi accusé d'avoir fait fuiter un rapport à l'authenticité contestée, qui semblait attester d'une collusion entre Moscou et son équipe de campagne lors de la présidentielle de 2016. Meghan McCain, la fille de John McCain, n'a depuis cessé de se moquer du locataire de la Maison-Blanche. «Il a passé son week-end à manifester son obsession pour de grands hommes, parce qu'il sait, je sais et nous savons tous qu'il n'en sera jamais un», a-t-elle notamment dit sur la chaîne ABC. Donald Trump et John McCain n'ont jamais caché leur mépris mutuel. Le milliardaire, exempté du service militaire, avait moqué en 2015 le statut de héros de la guerre du Vietnam de John McCain, fait prisonnier et torturé pendant cinq ans. John McCain, décédé le 25 août 2018 à 81 ans d'un cancer du cerveau, avait fait savoir avant sa mort qu'il ne souhaitait pas que l'actuel président assiste à ses obsèques. Une dernière requête qui a été vécue par Trump comme une dernière giflette venant de celui qui a tout fait pour freiner l'ascension vers la fonction suprême du promoteur immobilier. Il n'est toutefois pas certain que l'attitude revancharde de Trump face à un homme mort lui soit bénéfique, ses électeurs, conservateurs, et souvent très religieux, pouvant lui reprocher de perturber le repos éternel de John McCain.

F. M.

Génocide en Bosnie

Verdict final pour Radovan Karadzic à La Haye

La justice internationale a statué hier sur l'appel de l'ex-chef politique des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic, condamné en première instance à 40 ans de prison pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre pour son rôle pendant la guerre de Bosnie (1992-95). M. Karadzic est jugé pour sa responsabilité dans le siège de Sarajevo et le massacre de Srebrenica en 1995, le pire perpétré en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Il est également mis en cause dans le déplacement de populations sur des bases ethniques dans plusieurs autres villes du pays. «Ce verdict est historique pour la justice. Si Karadzic ne reçoit pas ce qu'il mérite, alors cela signifiera qu'il n'y a pas de justice dans ce monde et qu'il est possible de commettre des crimes sans risquer de sanctions», a dit Munira Subasic, présidente de l'association «Les mères de Srebrenica», qui a elle-même perdu son époux et son fils de 16 ans. «Le Tribunal de La Haye a bien travaillé jusqu'à présent et nous espérons qu'il ne tuera pas avec ce verdict l'espoir et la

confiance des victimes du génocide» de Srebrenica, a-t-elle ajouté. La décision de la justice internationale sur le sort de cet homme de 73 ans sera l'une des dernières dans le cadre de la dislocation conflictuelle de l'ex-Yougoslavie après la chute du communisme en 1991. Le verdict en appel sera prononcé à partir de 13h00 GMT à La Haye par le Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux (MTPI), qui a pris le relais du TPIY après la fermeture de celui-ci en 2017. Karadzic, en détention depuis onze ans, était «calme» avant le verdict, a déclaré hier son frère Luka cité par le quotidien de Belgrade Vecernje Novosti. «J'ai parlé à Radovan il y a deux, trois jours. Il se sent bien, ils tiennent bon et pensent que justice sera faite», a-t-il dit. Le journal serbe a également publié plusieurs «aphorismes» écrits par Radovan Karadzic, dont celui-ci: «Qui avale son honneur le matin peut espérer avoir quelque chose à dîner.» Karadzic, ex-président de l'entité des Serbes de Bosnie, la Republika Srpska, a été condamné pour des persécutions, meurtres, viols, traite-

ments inhumains ou transferts forcés, notamment lors du siège de près de quatre ans de la capitale bosniaque Sarajevo, au cours duquel plus de 10 000 personnes sont mortes. L'avocat de Karadzic, Peter Robinson, a déclaré que son client «croyait profondément que le jugement du tribunal était erroné et dicté par un procès injuste». Après la mort pendant son procès de l'ancien président serbe Slobodan Milosevic en 2006, Karadzic est le plus haut responsable à avoir dû rendre des comptes pour la guerre de Bosnie. En 2017, le TPIY avait condamné à perpétuité pour des chefs d'accusation similaires l'alter ego militaire de Karadzic, le général Ratko Mladic. L'ancien commandant de l'armée des Serbes de Bosnie, surnommé le «boucher des Balkans», a également fait appel. Environ 100 000 personnes sont mortes et 2,2 millions de personnes se sont trouvées sans-abri lors des combats qui se sont déroulés en Bosnie entre 1992 et 1995, opposant Musulmans, Serbes et Croates.



Festival du court-métrage de Ain Kebira (Sétif)

Le film «Kayen Ouela Ma Kanech» remporte le premier prix

■ Le court-métrage «Kayen Ouela Ma Kanech» du jeune réalisateur Abdellah Kada de Ain Defla a remporté le prix du «meilleur film complet» de la première édition du court-métrage de Ain Kebira (nord de Sétif), qui s'est clôturée mardi après-midi.

Par Adéla S.

Ce film, d'une durée de 15 minutes, raconte l'histoire d'un jeune homme aux besoins spécifiques (handicapé moteur) qui a réussi à se transcender en dépit de son état de santé, pour aider sa mère âgée, et ce, jusqu'à ce qu'il finisse par se lever.

La seconde place a été attribuée au film «La note» du réalisateur Imad Benamoura de la wilaya de Batna, suivi à la troisième place par le court-métrage intitulé «Stay» du réalisateur Mohamed Tahar Boukat de la wilaya d'Annaba. Quant au prix du jury, il a été accordé au réalisateur Toufik Chorfa de Sétif pour son film «Salfil», d'une durée de deux minutes, destiné à encourager les jeunes pour qu'ils s'intéressent davantage à ce type de travaux cinématographiques, peu coûteux et au message succinct et rapide, précisent les organisateurs. Après l'annonce des résultats de la première édition du court-métrage, qui s'est déroulée pendant trois jours dans la salle de cinéma Rabah-Bitad de Ain Kebira, Driss Kadideh, directeur technique de

cet événement culturel et également directeur de l'école nationale de l'audiovisuel à Sétif, a rappelé que 28 films ont été projetés à cette occasion.

Le jury, présidé par la critique de cinéma Leila Benaïcha, a recommandé aux jeunes créateurs de s'éloigner des visions négatives qui dominent dans la plupart des œuvres en compétition, faisant état de la nécessité de promouvoir le cinéma par la culture de l'espoir et des valeurs humaines positives, en s'éloignant des campagnes de sensibilisation, des discours directs et des slogans fondés sur des conseils dans les œuvres cinématographiques et créatives, tout en évitant le recours excessif à la musique.

Elle a également appelé à une sélection minutieuse des bons scénarios, à accorder de l'intérêt au son et à une bonne sélection des films participants, tout en ouvrant la porte à d'autres œuvres hors compétition, afin de ne pas priver les jeunes de participer à ces manifestations artistiques.

A noter que cet événement a été organisé par la direction locale de la jeunesse et des



sports (DJS), l'Office des établissements de jeunes (Odej) et la Ligue des activités scientifiques et culturelles de la wilaya de

Sétif, en coordination avec l'association «Maison de jeunes» de la ville de Ain Kebira, dans le cadre des festivités du 57^e anni-

versaire de la fête de la Victoire (19 mars).

A. S./APS

Khenchela

La pièce théâtrale «Armalet Echahid» suscite un vif intérêt du public

La pièce théâtrale «Armalet Echahid» (La veuve du martyr), produite par l'association «El Moultheleth El Ouaki» de Guelma, a suscité un vif intérêt du public lors de sa présentation mardi à la Maison de la culture Ali-Souai de Khenchela.

Interprétée et produite par Moufida Addas et écrite par Djamel Bensaber, cette pièce a charmé un grand nombre de fans de théâtre et d'élèves de plusieurs établissements scolaires, venus accompagnés de leurs parents pour assister à ce spectacle programmé dans le cadre des festivités du 57^e anniversaire de la fête de la Victoire.

La pièce, qui a duré plus d'une heure, met l'accent sur la veuve d'un chahid qui s'exprime, tout en luttant contre les difficultés éprouvées dans sa vie quoti-

dienne pendant la révolution de libération et même après l'indépendance et le regard de la société, à travers une conjugaison de mots, de mimes, de mouvements corporels et d'émotion intérieure. A l'issue de la présentation, Taim Guellil, élève à l'école primaire Ibn Sina, a fait état à l'APS, de son enchantement d'avoir assisté à cette pièce théâtrale, estimant en avoir tiré plusieurs leçons, dont la plus importante est celle des défis que la veuve du martyr a eu à relever et les grands sacrifices qu'elle a consentis pour éduquer ses enfants. De son côté, la comédienne et réalisatrice de cette œuvre artistique a précisé au terme de ce spectacle, que le but recherché à travers la pièce «Armalet Echahid» est de livrer de nombreux messages au

public, soulignant notamment le rôle d'une veuve de chahid dans l'éducation de ses enfants et la commémoration de la disparition de ceux qui se sont sacrifiés lors de la révolution de Libération, pour ancrer le patriotisme dans l'esprit des générations montantes. De nombreuses pièces de théâtre sont présentées à la maison de la culture Ali-Souai, dans le cadre du programme «Le printemps du théâtre pour enfants», prévu du 24 au 28 mars, avec la participation de plusieurs associations et coopératives culturelles des théâtres de Sétif, Tiaret, Ain El Beida (Oum El Bouaghi) et Skikda, a rapporté la direction de la culture de la wilaya de Khenchela.

Mise en service de la

bibliothèque centrale de lecture publique

La bibliothèque centrale de lecture publique de la ville de Khenchela a été inaugurée mardi à l'occasion du 57^e anniversaire de la fête de la Victoire.

La cérémonie de mise en service de cet édifice culturel, d'un coût d'environ 210 millions de dinars, a été présidée par le chef de l'exécutif local, Kamel Nouicer.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la bibliothèque centrale de lecture publique de Khenchela, Nadir Boutrid a affirmé que l'ensemble du staff bibliothécaire s'est donné le défi d'atteindre les 10 000 adhérents au cours de l'année 2019, assurant que tout a été mis en œuvre pour faciliter l'adhésion à ce lieu

culturel et mettre à la disposition du public «un service et un fonds documentaire de qualité».

Il a en ce sens affirmé qu'un montant de 10 millions de dinars a été dévolu à l'acquisition de près de 2 000 ouvrages dans différentes spécialités pour répondre aux aspirations plurielles des lecteurs. Cet édifice culturel comprend plusieurs commodités dont une salle de conférences de 192 places, un espace consacré à la lecture en braille, équipé en moyens technologiques modernes nécessaires, une salle destinée aux enfants, des points de stockage de livres d'une capacité de plus de 500 000 ouvrages, un hall d'exposition, une salle de lecture collective (500 lecteurs), une médiathèque ainsi qu'un espace internet totalisant 30 micro-ordinateurs, a fait savoir le même responsable. Par ailleurs cette bibliothèque disposera «très prochainement» d'un laboratoire de langues et d'un atelier d'audiovisuel destiné aux jeunes désireux de se former aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, a-t-il ajouté. Il est à noter que la bibliothèque centrale de lecture publique de la ville de Khenchela a été étreinte avec la 7^e édition du séminaire national «Les Aurès à travers l'histoire» qui se poursuivra jusqu'à jeudi.

R. M.

Racim C.

Salif Keïta

Cinquante ans de carrière et toujours fidèle à lui-même

Salif Keïta est né le 25 août 1949, à Djoliba (Mali), sur les rives du fleuve Niger. Albinos, il connaît une enfance isolée et rêve de devenir instituteur. Mais sa vue déficiente le lui interdit. En 1967, il s'installe à Bamako, où il se produit sur les places de marché, dans les cafés, puis dans différentes discothèques, en compagnie de l'un de ses frères.

En 1969, il rallie le Rail Band, aux côtés du saxophoniste Tidiani Koné et du chanteur Mory Kanté. Puis, avec le guitariste guinéen

Kanté Manfila, il fonde en 1978 Les Ambassadeurs internationaux, groupe qui connaîtra un grand succès dans toute l'Afrique de l'Ouest.

En 1987, après avoir participé à une opération humanitaire en faveur de l'Ethiopie ravagée par la famine, il sort son premier album international en nom propre, «Soro», dans lequel il chante en malinké.

Durant toute sa carrière, l'artiste malien s'est engagé pour la cause des albinos en

Afrique et s'est produit avec les plus grands : Cesária Evora, Carlos Santana, Ibrahim Maalouf, Wayne Shorter, Esperanza Spalding... Dans ce dernier album «Un autre Blanc», il chante, comme il l'a toujours fait, l'espoir de lendemains meilleurs aux côtés de chanteurs comme Alpha Blondy, Angélique Kidjo, le rappeur MHD ou la Nigériane Yemi Alade.

«Un autre Blanc», de Salif Keïta, est édité par Naïve.



Championnat d'Afrique de cyclisme (course en ligne)
Les Algériens décrochent trois médailles

LES CYCLISTES algériens, Azzedine Lagab (seniors) et Yacine Hamza (U-23) ont remporté la médaille d'argent, alors que Youcef Reguigui (seniors) a décroché le bronze, mardi lors de la course en ligne des Championnats d'Afrique qui se déroulent dans la ville de Bahir Dar (Ethiopie), a indiqué la Fédération algérienne de la discipline (FAC).

Azzedine Lagab a remporté la médaille d'argent en occupant la seconde place de la course (174 km) à cinq secondes du vainqueur, l'Erythréen Mekse Bebesay et devant son compatriote, Youcef Réguiqui, entré 3^e avec 25 secondes de retard sur le champion qui a enregistré

3h49.48. Pour sa part, Yacine Hamza, entré en 7^e position du classement général, a pu arracher la médaille d'argent de la catégorie des U-23. La sélection algérienne a décroché au total quatre médailles (2 argent et 2 en bronze). Les deux médailles d'argent sont l'œuvre de Lagab et Hamza, alors que Islam Mansouri et Youcef Reguigui ont décroché le bronze. La sélection algérienne est composée de huit cyclistes, en l'occurrence : Azzedine Lagab, Youcef Reguigui, Abderrahmane Mansouri, Abderaouf Bengayou, Abdallah Benyoucef, Yacine Hamza, Nacim Saïdi et Islam Mansouri, sous la direction du coach national Chérif Merabet.

Basket-ball/ Nationale 1 messieurs
Les présidents de club et la FABB en conclave ce samedi

UNE RÉUNION de travail entre les présidents de clubs de la Nationale 1 messieurs et des membres de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB) est prévue samedi au siège de l'instance à Alger, afin d'aplanir toutes les difficultés et d'entrevoir le redémarrage de la compétition, a indiqué la FABB mardi. Par ailleurs, la FABB a annoncé que la 18^e journée de la Nationale 1, programmée samedi, a été reportée à une date ultérieure. Les membres de l'assemblée générale de la FABB, réunis en session ordinaire jeudi dernier à Alger, avaient rejeté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2018. Sur les 59 membres présents, 29 ont voté le rejet des bilans moral et financier, présentés par le président de la FABB, Ali Slimani, et son bureau exécutif, contre 6 voix favorables et 3 abstentions. De son côté, le corps arbitral qui avait entamé une grève qui bloque la compétition depuis deux semaines, a annoncé via une lettre rendue publique qu'il «suspend momentanément la grève», après une réunion avec

le secrétaire de la FABB samedi dernier. «Il a été décidé d'un commun accord de procéder à la suspension de la grève à compter du 16 mars et la reprise normale des activités, jusqu'à l'élection d'un nouveau bureau fédéral», précise la lettre. A la fin des travaux de l'AG Ordinaire de la FABB, le secrétaire général de l'instance, Redouan Djoudi, et le représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports, Nadir Belayat, ont procédé à l'installation des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes, en prévision des prochaines élections. «Nous allons maintenant établir nos rapports de cette AGO et les présentés au MJS qui statuera de façon définitive. En cas d'approbation de la décision des membres de l'assemblée générale, les commissions débiteront directement leur travail», avait expliqué le SG de la FABB. Seul candidat, Slimani avait été élu à l'unanimité en 2017 lors d'un scrutin qui s'était déroulé en présence de 70 membres de l'AG qui ont également élu les membres du bureau fédéral.

Championnat d'Afrique des clubs de volley-ball (Gr.D/4^e journée)
Le GSP dispose de Prisons du Kenya

LES VOLLEYEUSES algériennes du GS Pétroliers ont assuré leur qualification pour les quarts de finale, grâce à leur troisième victoire consécutive au Championnat d'Afrique des clubs, devant leurs homologues kenyans de Prisons sur le score de 3 sets à 1 (25-15, 14-25, 25-23, 25-22), en match comptant pour la 4^e journée du groupe D, disputé mardi au Caire (Egypte). A la faveur de ce nouveau succès, les Pétrolières toujours invaincues dans le tournoi et leader du groupe D avec 8 points, décrochent une troisième victoire après celles obtenues

devant les ivoiriennes de l'ASEC Mimosas (3-0 : 25-16, 25-18, 25-15) et les Egyptiennes d'Al Shams au tie-break (3-2 : 25-15, 22-25, 17-25, 25-20, 15-10). Le GS Pétroliers devait jouer son dernier match de poules face aux Ougandaises de Nkombahier à 12h00. Le deuxième match du groupe D, oppose à partir de 19h00, l'ASEC Mimosa à Al Chams, alors que Nkombahier (Ouganda) est exempté de cette journée. Les deux premiers de chaque groupe (A, B, C et D) se qualifieront aux quarts de finale.

Eliminatoires de la CAN 2019/Algérie-Gambie demain

Les Verts pour finir en beauté

■ L'équipe nationale de football dispute demain soir le sixième et dernier match des éliminatoires de la CAN 2019 face à la Gambie qu'elle tentera de remporter pour terminer cette phase en beauté.

Par Mahfoud M.

D'ailleurs, le coach national, Djamel Belmadi, a été clair avec ses joueurs et avouera qu'il ne veut pas entendre d'une contre-performance et souhaite, de ce fait, remporter ces trois points même si la sélection nationale a déjà assuré sa qualification à la phase finale qui se déroulera au mois de juin prochain en Egypte. Les Verts se méfient de cet adversaire qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et fera tout son possible pour l'emporter. D'ailleurs, les Gambiens croient toujours en leurs chances de se qualifier à la CAN même si cela dépendra aussi du résultat de l'autre rencontre qui opposera la Bénin au Togo. Le sélectionneur de la Gambie, Tom Stanfeit, a déclaré que son équipe se déplacera à Blida avec une grande détermination et fera tout pour l'emporter et entrer dans l'histoire. Même s'il sait que la mission ne sera pas de tout repos, il reste quand même confiant et pense que ses pouillains sont capables de créer l'exploit. Pour revenir aux Verts, ce match devrait permettre aussi au coach national de donner leur



Les Verts veulent l'emporter face à la Gambie

chance à certains joueurs qu'il a convoqués pour la première fois, à savoir Lakehal, Naïdji, entre autres, en plus du retour de certains éléments, à l'image de Derfalou. Les joueurs convoqués pour ce match feront tout pour convaincre le sélectionneur national afin qu'il les convoque pour la CAN, sachant que le temps presse et qu'il doit faire

son choix pour la liste des 22 joueurs qu'il devra ficeler pour le tournoi africain et arrêtera sans doute après ces deux matchs face à la Gambie et la Tunisie en amical. Belmadi ne souhaite pas se tromper et donnera donc leur chance aux éléments qu'il supervisera lors de ces deux rencontres.

M. M.

CAN-2019 (U-23) (éliminatoires- 2^e tour aller)

Referees nigériens pour Guinée Equatoriale-Algérie

Le match Guinée Equatoriale-Algérie, prévu le samedi 23 mars à Malabo (18h), comptant pour le deuxième tour aller des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations des moins 23 ans (U23), sera dirigé par un trio arbitral nigérien sous la conduite d'Abdoulaye Rhissa Al Mustapha, a indiqué mardi la Confédération africaine de football (CAF). Le directeur de jeu,

Abdoulaye Rhissa Al Mustapha, sera assisté de ses deux compatriotes, Abdul Aziz Yacouba et Sadissou Idi. La manche retour, prévue le mardi 26 mars à 17h00 au stade 5-Juillet, a été confiée à un trio béninois composé de Djindo Louis Hounngandane, Gbemassiandan Narcisse Kouton et Koudogbo Augustin Kougbemede. En prévision de cette double confrontation, le

sélectionneur de la sélection algérienne(U-23), le Français Ludovic Battelli, a convoqué 23 joueurs pour un stage entamé dimanche et qui s'étalera jusqu'au 27 mars. La phase finale de la Coupe d'Afrique des nations des U-23, qualificative aux Jeux Olympiques JO-2020 de Tokyo, aura lieu en Egypte du 8 au 22 novembre prochain.

375 lutteurs seront présents à Hammamet
Championnats d'Afrique de lutte

Pas moins de 375 lutteurs représentant 26 pays dont l'Algérie prendront part aux championnats d'Afrique de lutte (cadets, juniors, seniors et féminine), prévus du 26 au 31 mars à la salle de Hammamet (Tunisie), a indiqué mardi le président de la Fédération tunisienne de lutte (FTL), Houssine Kharrazi. Les pays engagés sont : la Tunisie, l'Algérie, l'Angola, le Burundi, le Congo, la RD Congo, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, la Guinée Bissau, la Guinée, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Maroc, la Namibie, la Nigeria, l'Afrique du Sud, le Sénégal, la Sierra Leone, le Soudan, l'Ouganda, le Liberia,

la République centrafricaine, les Comores, le Cameroun et le Mali. Le président de la FTL, Houssine Kharrazi, a indiqué qu'un point de presse organisé à la maison des fédérations que son instance «a pris toutes les dispositions nécessaires pour garantir une organisation de haut niveau», saluant le soutien précieux des autorités afin d'assurer le bon déroulement de cette manifestation continentale qui sera marquée par la présence du président de l'Union mondiale de lutte (UWW), le Serbe Nenad Lalovic. De son côté, le directeur technique de la FTL, Ahmed Khediri, a précisé que le choix de la ville

de Hammamet pour l'organisation de ces championnats, intervient dans le cadre de la stratégie nationale d'encouragement du tourisme sportif, ajoutant que le tournoi enregistrera la participation de 477 personnes entre sportifs, staffs techniques et officiels, ce qui est un record, estime-t-il, pour un tournoi non qualificatif pour les Jeux Olympiques. «On a opté pour la ville de Hammamet non seulement pour son caractère touristique, mais aussi pour des raisons logistiques, vu la proximité du lieu de résidence des athlètes de la salle abritant les combats», a-t-il ajouté.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Rumeurs sur l'octroi de visas

Démenti de l'ambassade de France

EN RÉPONSE à une information mensongère et farfelue, le consul général de France à Alger dément formellement les propos qui lui sont prêtés et confirme que les consulats généraux d'Alger, Oran et Annaba n'ont pas suspendu la délivrance des visas aux ressortissants algériens.

Selon Zetchi

Bientôt une académie de football à Oran

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football, Kheireddine Zetchi, a annoncé, hier à Oran, que son instance vient de bénéficier de l'assiette du terrain du stade la LOFA, situé dans la commune d'Es-Senia, pour en faire une académie de football. «Le wali d'Oran nous a promis de faire le nécessaire afin de mettre à notre disposition ce stade pour y réaliser une académie de football dans le cadre de notre programme, basé sur la formation des jeunes talents», a déclaré Zetchi à la presse, en marge de l'ouverture du tournoi nord-africain des moins de 15 ans, au stade Ahmed-Zabana d'Oran. Dans le même ordre d'idées, il a indiqué que les études concernant la réalisation d'un centre de formation régional à Tlemcen ont été achevées en prélude du lancement dans les prochains jours des travaux de réalisation de ce centre. Commentant les appels au boycott du prochain match de la sélection algérienne contre

la Gambie, demain à Blida, en éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations, Kheireddine Zetchi a encouragé les fans à assister en force à ce match, tout en apportant son soutien aux revendications populaires, a-t-il dit. Il a par ailleurs informé que son instance organisera samedi prochain son assemblée générale ordinaire, non sans déplorer ce qu'il a qualifié de «critiques gratuites» à l'encontre de son instance parvenant de personnes étrangères à la discipline. «Certes, nous avons connu une première année de mandat très difficile, mais depuis les choses commencent à rentrer dans l'ordre. L'assemblée générale est souveraine, mais on souhaite qu'on nous laisse travailler dans le calme et réserve un quelconque jugement à notre bilan, une fois notre mandat terminé, c'est-à-dire dans deux années de cela», a-t-il conclu.

Younès G.

Libye

«Conférence nationale» en avril pour dresser une «feuille de route»

LA MISSION des Nations unies en Libye (Manul) organisera du 14 au 16 avril une «conférence nationale» appelée à dresser une «feuille de route» à même de sortir le pays d'une profonde crise, a annoncé la mission mercredi.

La conférence, qui se tiendra dans la ville historique de Ghadamès (centre de la Libye), doit notamment fixer une date pour des élections législatives et présidentielle.

«Nous allons inviter toutes

les catégories (acteurs) politiques libyennes sans exception», a déclaré au cours d'une conférence de presse le chef de la Manul, Ghassan Salamé. M. Salamé a précisé que cette conférence à laquelle prendront part «entre 120 et 150 personnes», est le résultat d'une longue série de consultations et de réunions préparatoires ayant eu lieu dans 57 villes du pays.

R. I.

Les islamistes tentent de surfer sur la vague de la contestation populaire



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Saisie de près de 4 kg de cannabis

■ Les éléments de la sûreté de Draa Ben Khedda (10 km à l'ouest de Tizi Ouzou) ont saisi, en début de semaine, une quantité de près de 4 kg de cannabis.

Par Hamid M.

Selon les indications fournies par la cellule de communication de la sûreté de wilaya, c'est suite à «un renseignement recueilli sur le terrain, faisant état d'un trafic de drogue,

que les forces de police de la sûreté de daïra de Draa Ben Khedda ont entrepris des investigations qui ont permis d'identifier et arrêter quatre individus, demeurant à Tizi-Ouzou, Bouira et Drâa El Mizan». L'opération a permis la saisie d'une quantité

de 3 kg et 673.41 grammes de cannabis. Présentés au parquet de Tizi-Ouzou mardi dernier, ils ont été placés sous mandat de dépôt pour «détention de stupéfiants à des fins de commercialisation».

H. M.

Guelma

Un mort et six blessés dans deux accidents de la circulation

UNE PERSONNE a trouvé la mort et six autres ont été blessés dans deux accidents distincts de la circulation, survenus durant les dernières 24 heures dans les communes de Heliopolis et de Belkhir, wilaya de Guelma, a-t-on appris hier auprès de la Protection civile. Le premier accident a concerné un homme âgé de 58 ans, trouvé mort suite au renversement du tracteur qu'il conduisait à la mechta d'Oued Mendjel, située sur le chemin de wilaya (CW) 108 reliant les villages de Hemam Beradaâ et de Hemam Ouled Ali relevant de la commune de Heliopolis, a précisé la cellule d'information et de communication de ce corps constitué. La victime a été acheminée vers la morgue de l'hôpital Hakim-Okbi, au chef-lieu de wilaya, par

les éléments de l'unité principale de la Protection civile, selon la même source. Six autres personnes, âgées entre 27 et 56 ans, ont été victimes de blessures de divers degrés lors d'un second accident, survenu quand un bus assurant la liaison entre les villes de Guelma et de Hammam Nebail a percuté un arbre, à l'entrée de la commune de Belkhir, sur un tronçon de la route nationale 20 reliant les communes de Guelma et de Bouchevouf, a-t-on ajouté. Les personnes blessées ont été évacuées vers le service des urgences du même établissement de santé afin de bénéficier des soins médicaux nécessaires, a-t-on souligné de même source.

May G.

Skikda/Elevage de crevette

200 000 dollars pour requalifier une ferme pilote

LA FERME pilote d'élevage de crevette dans la commune d'El Marsa, wilaya de Skikda, vient de bénéficier d'un montant de 200 000 dollars pour sa requalification dans le cadre d'un partenariat algéro-sud-coréen, a indiqué hier le directeur local de la pêche et des ressources halieutiques, Hocine Bousbi. Ce montant sera consacré à l'acquisition d'un nouveau moteur et autres équipements nécessaires ainsi que l'allongement, dans la mer, de la canalisation et des pompes pour éviter de nouvelles pannes, a précisé le même cadre. Le partenaire sud-coréen a effectué dernièrement une visite d'évaluation des

résultats de la ferme, dix ans après son entrée en exploitation, a indiqué M. Bousbi qui a souligné que la visite s'inscrit dans le cadre de l'intention du partenaire sud-coréen d'installer à Ouargla une première usine de fabrication d'aliment de crevette pour approvisionner la ferme de Skikda au lieu de l'importer comme c'est le cas actuellement. L'année passée, cette ferme a produit 200 000 larves de crevette de l'espèce locale Matsagoune, lâchées en août 2018 le long du littoral d'Annaba et Skikda. Entrée en phase de production en avril 2011, cette ferme est un des importants projets stratégiques

«réussis» dans le cadre du partenariat entre l'Algérie et la Corée du Sud. Elle est placée sous la tutelle du Centre national de recherche et développement de la pêche et de l'aquaculture de Bou Ismail (Tipaza) et assure l'approvisionnement des autres fermes, notamment celle de Ouargla, en larves de crevettes pour engraissement, selon toujours la même source. L'année 2018 a connu notamment l'animation au siège de la ferme d'un stage de formation à l'élevage de crevettes au profit de 50 investisseurs, a relevé M. Bousbi. Le projet de cette ferme a été amorcé en 2009 sur une superficie

de 15 hectares extensibles pour 210 millions DA assurés par la partie algérienne et 2,3 millions dollars par le partenaire sud-coréen. Elle comprend 8 grands bassins dont 4 réalisés par des Algériens et les autres les Sud-Coréens pour une capacité de production globale de près de 6 tonnes de crevettes par an. La ferme dispose aussi d'une éclosérie capable de produire annuellement entre 20 et 30 millions de larves, une station de pompage d'eau de mer, des logements d'astreinte, une salle de conférences et un laboratoire équipé d'installations de pointe.

Ammar F.